

Modèles d'interprétation du racisme et conséquences politiques actuelles

Dans un livre consacré à l'histoire de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires (League of Revolutionary Black Workers¹) de Détroit (James A. Geschwender, *Class, Race and Worker Insurgency*, Cambridge University Press, 1977 – cf. la critique p. 353 de cette revue), l'auteur décrit, dans son introduction, quatre grands modèles d'interprétation du racisme aux Etats-Unis. Il en existe certainement d'autres, d'autant que ce livre a été écrit il y a plus de trente ans, mais il nous a semblé utile de reprendre son analyse et de vérifier dans quelle mesure ces modèles peuvent s'appliquer à la France.

Ces quatre modèles américains étaient pour Geschwender :

- le modèle assimilationniste ;
- le modèle explicatif centré sur les préjugés ou le racisme des individus «blancs» ;
- le modèle «classiste» qui rend l'exploitation capitaliste responsable du racisme ;
- le modèle qui souligne la place de la «colonie interne» ou de la «nation opprimée immergée» que constituent les Afro-américains.

Si l'on analyse la façon dont la gauche, l'extrême gauche, l'ultragauche et les libertaires analysent la question du racisme en France, on retrouve de nombreux éléments de ces modèles d'interprétation et d'action, et souvent un mélange de ces analyses dans ces différents courants.

1. Le modèle assimilationniste

Comme l'explique Geschwender, c'est le modèle dominant aux Etats-Unis mais il en est de même en France. Selon les sociologues ou les politiciens qui le défendent, la question du racisme serait secondaire ; ses partisans refusent même d'envisager l'existence d'un racisme structurel ou institutionnel². Les Noirs aux Etats-Unis (en France, les Antillais, les Africains, les Maghrébins, les Asiatiques) sont une des nombreuses minorités qui constituent la nation bourgeoise³. Chacune a dû subir les épreuves plus ou moins pénibles de «l'intégration» et finalement aucune minorité n'a été ou n'est vraiment plus discriminée que les autres.

Traduction française : «Les Polonais, les Italiens, les Portugais, les Espagnols en ont bavé mais s'en sont sortis financièrement et socialement (ici on insère quelques noms ou exemples à l'appui de ce raisonnement) ; les Maghrébins, les Africains, les Asiatiques suivront le même chemin, inutile donc de faire tant de boucan autour de la question du racisme.»

Pour que «l'intégration» dans la nation bourgeoise réussisse, il faut donc que les immigrés et leurs descendants «fassent des efforts» pour assimiler la culture dominante (donc, en France, les valeurs républicaines-universalistes-nationalistes locales).

Dans un premier temps, les minorités seront certes victimes de préjugés puissants mais, à long terme, toutes finiront par «s'intégrer» et cela fabriquera de bons petits Américains (ou de bons petits Français). Si des minorités religieuses ou ethniques ne s'assimilent pas, c'est donc principalement leur faute, même si elles rencontrent une hostilité plus ou moins violente de la majorité «autochtone».

¹ On trouvera toutes sortes d'informations et de documents de la Ligue des ouvriers noirs révolutionnaires et des analyses en anglais sur le site libcom <https://libcom.org/tags/league-revolutionary-black-workers>

² Sur le racisme institutionnel, cf. «Racisme institutionnel et action affirmative» (NPNF n° 21/22, 2007). Une «bonne» illustration en a été fournie par la façon dont la famille de la policière municipale antillaise de Montrouge a été traitée par les plus hautes autorités de l'Etat (Valls et Hollande en tête) pendant un an. Cf. «Attentats de janvier 2015 : Clarissa Jean-Philippe, l'abandonnée de Montrouge» de Marion Van Renterghem dans *Le Monde* du 5 janvier 2016. L'accumulation de gaffes, d'humiliations involontaires et de discriminations symboliques ou matérielles subie par la famille de cette policière antillaise est «exemplaire» des effets du racisme «structurel» français. On imagine ce qui peut arriver, et ce qui arrive tous les jours, aux Afrodescendants qui n'ont pas le «bonheur» de porter l'uniforme !

³ Je me permets d'ajouter «bourgeoise» derrière nation (bien qu'il s'agisse pour moi d'un pléonasme), parce que la majorité des militants de gauche et d'extrême gauche considèrent qu'il y aurait de bons et de mauvais nationalistes....

Aux Etats-Unis, trois raisons principales sont avancées par les assimilationnistes pour expliquer les «problèmes» des minorités, et surtout des Afro-Américains :

– les minorités ne savent pas s’organiser en communautés efficaces (en France, c’est plutôt : les minorités n’adhèrent pas aux syndicats, partis et associations existants ; les immigrés ne «veulent pas fréquenter des Français» et préfèrent «rester entre eux» – les Chinois – ou «se marier entre eux» – les Turcs – ; ils ne font «pas d’efforts pour apprendre la langue», etc.) ;

– elles ne votent pas assez aux élections (en France, on se souvient de ces multiples associations, journalistes et politiciens qui, après les émeutes de 2005, mirent l’accent sur l’importance de s’inscrire sur les listes électorales) ;

– elles ne créent pas d’entreprises et de réseaux économiques suffisamment puissants.

Comme le remarque Geschwender, ce modèle assimilationniste refuse d’admettre qu’il existe des différences importantes dans le traitement par l’Etat américain (ou français dans notre cas), par les patrons et par la société, de façon plus générale, entre les immigrés européens et les immigrés non européens. On pourrait ajouter aujourd’hui entre immigrés «chrétiens» et «musulmans».

La question est évidemment beaucoup plus complexe que le simple clivage Européens/non Européens, puisque ce sont justement des immigrés ou des citoyens européens (les Juifs) qui ont été victimes du plus important génocide au sein de ce continent.

Cette réserve faite (et ce n’est pas un point de détail dans l’histoire des racismes européens !), il est évident que l’importation de telle ou telle catégorie de main-d’œuvre ou l’ouverture des frontières à l’immigration est étroitement liée, du moins dans l’histoire du capitalisme, à des besoins de main-d’œuvre qualifiée (les artisans suisses, belges et allemands en France au XIX^e siècle) ou surtout non qualifiée (les plantations du Sud aux Etats-Unis, puis l’industrie américaine et européenne après la première et la seconde guerre mondiale). Elle correspond à la nécessité d’exploiter de nouveaux salariés. Cette exploitation s’accompagne d’une propagande idéologique pour justifier les discriminations sur le marché du travail, les bas salaires, l’impossibilité de grimper dans la hiérarchie, la ségrégation spatiale, etc.

Dans le cas français, on a toujours justifié le choix de certaines nationalités dans tel ou tel secteur industriel, voire à tel ou tel poste, en se servant de critères «culturels» racistes, que ce soit dans le bâtiment, les mines, l’automobile, la sidérurgie ou plus récemment la sécurité, l’aide à domicile ou le nettoyage. Ces critères racistes ont d’ailleurs été «théorisés» aussi bien sous la Troisième, la Quatrième et la Cinquième République, généralement par des hauts fonctionnaires républicains de gauche, en tout cas pas d’extrême droite⁴.

Ces critères racistes ont contribué à créer, ou à entretenir, des préjugés qui ont permis eux-mêmes de maintenir la division entre les travailleurs de diverses origines. Pour la majorité des travailleurs franco-français, voire ceux dont les parents ont été naturalisés, par exemple, il était et il est encore «normal» qu’ils occupent des positions d’ouvriers professionnels, d’employés, de contremaîtres ou de chefs d’atelier et que les (nouveaux) immigrés occupent des postes de manœuvres, de concierges, de femmes de ménage, de balayeurs, de vigiles ou d’ouvriers non qualifiés.

Le modèle assimilationniste fait l’impasse sur ces préjugés et discriminations encouragés par la classe capitaliste, mais aussi sur l’impact de cette situation sur la capacité des immigrés, ou des descendants d’immigrés, à s’assimiler à la nation bourgeoise.

Des réflexes identitaires d’autodéfense apparaissent également chez les travailleurs immigrés (qu’ils soient de nature nationaliste, ethnique ou religieuse) qui rendent évidemment beaucoup plus difficile l’assimilation (plus ou moins) désirée par la bourgeoisie. Face à ces réactions identitaires des minoritaires apparaissent aussi des réactions identitaires chez les membres de la majorité «autochtone», y compris chez les prolétaires.

S’il est, pour le moment, beaucoup moins favorable à l’organisation en communautés que le modèle anglais ou américain, le modèle républicain français est tout aussi *color blind*, «aveugle aux couleurs» car il nie l’importance des préjugés, des discriminations racistes et du racisme institutionnel. Et cette attitude relativisant le racisme est répandue aussi bien à gauche, voire à l’extrême ou à l’ultra-gauche, qu’à droite.

2) Le modèle d’explication centré sur les préjugés ou le racisme des individus «blancs»

Ce modèle est assez répandu en France, dans la mesure où, que ce soit dans les explications du MRAP, de la LICRA ou de SOS Racisme, ou bien dans les interventions des journalistes, artistes et intellectuels de gauche, il est assez courant de dénoncer les préjugés individuels des Français contre telle ou telle catégorie de population... sans creuser beaucoup plus la question et s’attaquer aux causes structurelles du racisme dans la «patrie des droits de l’homme».

Ce modèle est, depuis trente ans, au centre de «l’humour» propagé par Canal Plus, le Djamel Comedy Club, toutes sortes de feuilletons ou de films tentant de ridiculiser le racisme (mais n’attaquant jamais les fondements du nationalisme républicain français⁵).

⁴ Cf. Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France*, Fayard 2007, Pluriel, 2014.

⁵ Cf. «Les comiques «antiracistes» surmédiatisés renforcent les préjugés qu’ils prétendent combattre», *NPNF* n° 8-9, mai 2004 ; et, sur la question plus générale du nationalisme de gauche, «La triste farce de la victoire du non» (*NPNF* n° 13-14, 2005) et le numéro 33-34-35 de *NPNF* intitulé «Les pièges mortels de l’identité nationale»

Comme le note Geschwender, ce modèle d'interprétation est populaire parce qu'il repose sur une vision très optimiste. Dans la mesure où ce modèle sépare complètement racisme et exploitation capitaliste, il attribue la principale cause du racisme à une réaction de rejet, à une simple méconnaissance ou incompréhension de «l'Autre»⁶.

Il suffirait donc **d'éduquer** la majorité dominante pour que les membres des minorités soient vus de façon sympathique voire empathique par cette même majorité. Dans une telle perspective, l'humour des comédiens de stand up d'origine maghrébine ou africaine ; les séries ou les films dégoulinant de bonnes intentions antiracistes ; les grands discours sur le multiculturalisme ou «l'interculturalité», accompagnés de fêtes ou repas «ethniques» ; les concerts antiracistes, les discours sur la «République métissée», la «diversité» ou la «France multiethnique ou multiculturelle», occupent une place centrale pour améliorer le fumeux «vivre ensemble».

Comme le fait remarquer Geschwender, ce modèle est centré surtout sur les tares ou les défauts individuels des racistes ou des personnes qui ont des préjugés plus ou moins ancrés dans leur cerveau ; il cherche à les amener à s'amender, à comprendre qu'ils sont dans l'erreur. Ce modèle, qui a une dimension morale, voire moralisatrice, fait l'impasse sur l'utilité et la fonction politique, sociale et économique du racisme.

Ce modèle est parfaitement acceptable par une partie de la droite dite «républicaine» puisqu'il ne remet pas en cause le système capitaliste. Il s'accompagne, dans le meilleur des cas, de la mise en place d'un arsenal juridique permettant aux associations antiracistes de traîner devant la justice tel ou tel individu raciste et de le faire condamner. En soi, cette démarche purement légale n'est pas négative, même si elle a une portée politique très limitée. Par contre, elle tend à faire du racisme uniquement une question individuelle, à occulter ses dimensions sociales, et à décourager toute lutte collective en dehors des prétoires. Ce qui pose quand même de gros problèmes pour des militants qui souhaitent détruire le système capitaliste...

3) Le modèle «classiste» qui rend l'exploitation capitaliste responsable du racisme

Ce modèle est plus utile que les deux précédents dans la mesure où il permet de comprendre pourquoi les patrons vont chercher de la main-d'œuvre dans d'autres pays (qu'il s'agisse des esclaves africains ou des travailleurs salariés du tiers monde, des «sans papiers» ou de ceux qui ont une carte de séjour). Il permet de comprendre pourquoi les capitalistes et l'Etat jouent sur la compétition entre les différentes catégories de salariés, propagent eux-mêmes des préjugés racistes, y compris dans le secteur du tourisme⁷.

Aux Etats-Unis, le modèle «classiste» permet de comprendre pourquoi les travailleurs issus des différentes immigrations européennes se sont opposés aux travailleurs d'origine africaine (arrivés souvent en Amérique bien avant eux, du moins si l'on parle de l'immigration européenne, latino-américaine ou asiatique au XX^e siècle), et pourquoi ces derniers ont considéré que les ouvriers blancs étaient leurs ennemis. Il explique pourquoi certains travailleurs noirs sont parfois allés jusqu'à accepter de servir de briseurs de grève, voire d'hommes de main des milices patronales, pour briser les luttes des ouvriers blancs avant la Seconde Guerre mondiale.

Le modèle «classiste» permet aussi de comprendre pourquoi les multinationales et les Etats occidentaux pillent les ressources des pays du Sud, soutiennent des dictatures sanguinaires, fomentent des coups d'Etat, tout cela au nom de la défense de la «civilisation» (chrétienne) hier, de la «démocratie» aujourd'hui, ou de la lutte contre le terrorisme islamiste. En tant que membres d'une classe internationale aux multiples facettes, les bureaucrates, les bourgeoisies d'Etat et les capitalistes privés ont des intérêts communs à défendre au-delà des frontières et des intérêts des peuples qu'ils sont censés défendre.

Le modèle «classiste» a enfin pour utilité principale, essentielle même, de mettre en avant une communauté d'intérêts objective entre les prolétaires, les exploités, de toutes origines et de toute nationalité, puisque leur ennemi, le Capital, est le même.

Le principal inconvénient de ce modèle est qu'il ne permet pas d'expliquer l'ascension sociale d'une partie significative des personnes issues des minorités nationales et/ou ethniques : qu'il s'agisse de la création d'une classe moyenne noire aux Etats-Unis ou d'une bourgeoisie en France, le modèle classiste qui a tendance à assimiler tous les travailleurs originaires d'Afrique, d'Amérique latine ou d'Asie au prolétariat (ou, version branchée, aux «dominés») se trouve réduit à néant quand des fractions significatives des immigrés ou des descendants d'immigrés non européens se constituent en communautés, en groupes de pression sur des bases ethniques, religieuses ou ethnico-religieuses, et deviennent à leur tour d'«excellents» exploités, en particulier de leurs coreligionnaires ou de leurs compatriotes.

(2011) dont l'article «L'identité nationale, un mythe rance et dangereux. Une vieille question jamais réglée à gauche».

⁶ Cf. «Haine de l'autre, racisme et religion», *NPNF* n° 40-41, 2012.

⁷ En témoignage ce stage que j'ai suivi à Air France à la fin des années 70 : sous prétexte d'apprendre aux employés de l'aéroport les caractéristiques «culturelles» de la clientèle on nous inculquait en même temps des stéréotypes sur les Américains, les Japonais, les Antillais, les Maghrébins, etc. Cf. <http://www.mondialisme.org/spip.php?article1323> «Comment fonctionne le racisme quotidien dans les aéroports d'Orly et Roissy»

Dernière limite du modèle purement classiste : il repose sur l'idée que le racisme serait un phénomène uniquement européen, seulement lié à l'expansion du capitalisme. Malheureusement, il n'en est rien : pour ne prendre qu'un exemple, la blancheur de la peau a toujours été considérée à la fois comme un critère de beauté et un critère de classe en Asie parce que seuls celles et ceux qui travaillaient dehors, aux champs ou dans la rue, avaient la peau «bronzée» par le soleil. Ils étaient considérés comme racialement inférieurs aux nobles, aux princes et aux membres des cours royales qui eux ne travaillaient pas, même si les «théories» raciales les plus sophistiquées ont été inventées en Europe.

4) Le modèle de la «colonie interne» ou de la «nation opprimée immergée».

Ce modèle est très à la mode aujourd'hui puisqu'il est à la base des lectures dites «décoloniales» des réalités européennes, mais la plupart des militants ignorent ses origines puisque ses «inventeurs» les dissimulent sciemment. Elles sont pourtant faciles à dénicher, puisqu'elles proviennent des thèses de l'Internationale communiste et en particulier celles du Parti communiste américain (PCA) entre 1928⁸ et 1957, d'un théoricien trotskiste (CLR James) durant les années 30 et d'intellectuels nationalistes afro-américains durant l'entre-deux-guerres et après la seconde guerre mondiale.

Ces thèses avaient un grand pouvoir d'attraction au départ pour les militants les plus déterminés : elles permettaient d'offrir des perspectives aux Noirs américains, soit en les incitant à lutter pour la création d'un ou de plusieurs Etats au sein des Etats-Unis où ils seraient majoritaires et exerceraient le pouvoir ; soit à justifier le retour en Afrique (la «patrie originelle» totalement idéalisée) ; soit à légitimer des revendications et une lutte radicale concernant un partage plus égalitaire du pouvoir national aux Etats-Unis. Toutes ces théories rendaient les Noirs américains fiers de leur histoire et de leurs combats, ce qui n'était pas du tout négligeable. Elles permettaient d'expliquer aussi comment, de même que les empires britannique ou français avaient réussi à former et/ou acheter des élites locales, pour maintenir leur domination dans les colonies, la classe dominante américaine pouvait (et peut toujours d'ailleurs) recruter parmi la minorité noire des partisans qui acceptent de collaborer pour justifier sa domination à condition de bénéficier de prébendes suffisantes.

Ce raisonnement peut s'appliquer évidemment aussi aux minorités non européennes présentes au Royaume Uni, aux Pays-Bas ou en France aujourd'hui, voire à d'autres pays n'ayant pas de passé colonial mais qui attirent une main-d'œuvre issue du Sud cherchant à s'installer durablement sur le continent européen.

Loin d'avoir inventé une théorie radicalement nouvelle, les partisans actuels de la «décolonialité» ne font que reprendre des positions élaborées à la fois par des intellectuels «blancs» européens (les dirigeants de la Troisième Internationale) et par des intellectuels afro-américains il y a soixante-dix ans. Mais reconnaître de telles origines intellectuelles en partie «blanches» serait démolir tout leur bel édifice «théorique» prétendument «non blanc».

Evidemment pour que cette vieilleries idéologique ait un look branché, on assaisonne aujourd'hui le discours «décolonial» de considérations postmodernes (issues elles aussi pour une grande part de l'intelligentsia «blanche» occidentale : Foucault, Derrida, Deleuze and Co n'étaient pas vraiment issus des «minorités postcoloniales» !), de termes comme «déconstruction» et «déconstruire» qui sont quand même nettement plus sexy que de se réclamer de l'Internationale communiste dirigée par des «Blancs» ou du trotskiste puis panafricaniste antillais CLR James, un quasi inconnu, de surcroît fervent partisan de la dialectique hégélienne ! On y ajoute aussi des références aux mouvements de libération nationale de l'ancien tiers monde (mouvements qui, comme la Troisième Internationale, se situaient aussi, malgré leurs discours nationalistes, dans la tradition d'un certain universalisme occidental... «blanc») qui ont encore un impact sur la jeunesse grâce aux images d'Epinal transmises par la propagande de gauche et d'extrême gauche...

Mais soyons honnêtes : en dehors de ce bricolage idéologique et de cette falsification grossière, cette position qui tend à dramatiser la situation des minorités non européennes en Occident en les comparant à celle de colonisés a tout de même un petit aspect positif, malgré ses dimensions identitaires réactionnaires ; en effet, elle appelle à une lutte radicale (surtout sur le plan verbal et au service de démagogues carriéristes, mais pas seulement) au sein des métropoles capitalistes européennes. Il ne s'agit pas d'un discours victimaire (du moins pas toujours) mais d'un discours qui est fondé sur la revendication de l'égalité, de la justice et de la dignité. On est très loin de la lutte de classe et de la solidarité entre tous les prolétaires ; on est à des kilomètres de l'action directe et de l'auto-organisation véritable, mais cela pourrait être un début : disons un commencement démocratique-radical sur des questions importantes ignorées par la gauche, l'extrême gauche et les anarchistes depuis des décennies.

Malheureusement, comme les deux premiers modèles d'interprétation, le modèle «décolonial» reste fondamentalement citoyeniste⁹, c'est-à-dire favorable à l'union entre toutes les classes au sein des communautés dites «non blanches». Son objectif est d'obtenir la reconnaissance par l'Etat, par ses institutions et ses politiciens, que tout de même, il nous faudrait plus de juges, de flics, de chefs, de journalistes, de députés et de patrons «issus

⁸ Dès 1922, dans ses «Thèses sur la question nègre», l'Internationale communiste déclarait : «C'est pourquoi le 4^e Congrès déclare que tous les communistes doivent spécialement appliquer au problème nègre les "thèses sur la question coloniale"». Les premiers jalons du tournant ultérieur du PCA, puis aujourd'hui des études postcoloniales, furent donc posés par des communistes «blancs» russes...

⁹ Cf. «Citoyennisme attraction fatale», *NPNF* n° 10, 2004.

de l'immigration» pour que tout aille mieux (apparemment, les partisans de la décolonialité et leurs soutiens gauchistes européens n'ont rien appris de l'exemple américain, y compris de la présence de Barack Obama, Condoleeza Rice et Colin Powell au sommet de la plus importante puissance sur cette planète...).

Il suffit à cet égard d'écouter le débat organisé par mediapart avec les organisateurs de la marche contre le racisme et pour la dignité du 31 octobre 2015. Aucun des intervenants ou intervenantes n'a prononcé le mot de travailleur, d'ouvrière ou de prolétaire. Tous et toutes n'avaient à la bouche que des mots comme «non Blancs» et «Blancs», «musulmans», etc. Ils n'ont apparemment aucune conscience du fait que la société capitaliste est structurée en classes sociales aux intérêts opposées et pas simplement en pseudo «races» (imaginées par les exploités) ou en religions structurées qui font le jeu de l'ordre établi. Si la révolte contre les discriminations racistes, contre les crimes du colonialisme et du néocolonialisme, est toujours positive au départ, il est catastrophique qu'elle soit dévoyée et se fixe pour unique objectif un simple partage du gâteau capitaliste...

Y.C., 27/10/2015